

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 34 - 1 FRANC - 22-12-71

LETTRE OUVERTE

A

MAURICE CLAVEL

MARC VALLE répond à notre enquête
LA RÉPUBLIQUE OU LA MONARCHIE

Lettre ouverte

Nous savions, Maurice Clavel, que vous étiez un esprit indépendant, qui contrairement à la quasi-totalité de vos confrères de la gauche universelle, n'alliez pas les protestations solennelles contre « l'oppression » et les fructueuses combines contre « l'oppression ». Un de vos ex-collègues du *Nouvel Observateur*, Michel Cournot, voici cinq ans, publia un article vengeur contre le Festival de Cannes en concluant « *Foutons-nous de tous les Festivals.* » L'année suivante, « les Gauloises Bleues », d'un certain Michel Cournot étaient primées par la mascarade cannoise. Vous, vous avez, lundi dernier, claqué la porte de la télévision et giflé moralement ses hypocrites censeurs en sachant très bien que votre attitude vous fermait définitivement, selon toute vraisemblance, les portes du Palais-Cruyère. Entre ces deux comportements, il y a toute la différence d'une colonne vertébrale. Et nous nous plaisons à saluer ce comportement courageux d'un adversaire.

Mais au fait, êtes-vous vraiment un adversaire ? Si l'on s'en tient à vos options formellement affirmées, oui, bien sûr et il semble y avoir un abîme entre le combat d'A.F. et votre « gaullio-gauchisme ».

Mais certaines de vos prises de position ne correspondent guère à cette étiquette. Elles sont même implicitement contre-révolutionnaires. Il y a trois ans déjà, la charge que vous aviez faite contre la « pilule » dans le *Nouvel Observateur*, d'une violence à faire accoucher l'avocate-avortueuse Gisèle Halimi, nous avait fait dresser l'oreille : au nom de l'amitié, au nom du respect de la vie vous vous prononciez contre l'individualisme et l'égoïsme desséchant de ceux qui critiquaient, sous prétexte d'un humanitarisme de façade, l'encyclique « *Humanae Vitae* ».

Et voici que lundi dernier vous vous êtes insurgé à la télévision contre la solitude de l'homme moderne dans la cité et avez fait appel au « soulèvement de la vie » contre une société inhumaine. Après avoir déclaré : « *Nous ne nous aimons plus. Qui se soucie de l'autre ?* » Vous vous êtes exclamé :

« Je m'adresse à un peuple qui a perdu sa patrie car il ne voit à sa place que des banques, un peuple que ses maîtres détournent de son destin par les miettes de leur festin. »

Je m'adresse aux familles françaises dont le père peu à peu asservi ou habitué aux lois de ce monde, voit son fils qui les brise et quelquefois s'y brise et n'ose pas l'assister !

Je m'adresse à tous ceux qui travaillent

au bas de l'échelle, avec d'autant plus de vertu que peu de joie et que l'argent facile, en haut, démoralise.

Je m'adresse à l'armée et aux forces de l'ordre, sachant leur désarroi de n'être pas aimées, songeant qu'elles furent, naguère, libératrices...

Je m'adresse à l'Eglise qui suit le train de son temps au lieu de le rompre.

Je m'adresse surtout à toute la jeunesse et je l'appelle à dépasser les dépressions et provocations pour prendre et refaire.

Je m'adresse aux vieillards qui vont bien tôt mourir en se disant qu'ils n'ont rien laissé... Mais ce n'est pas vrai ! Tout commence si vous avez le courage.»

Vos invectives résument magnifiquement tout ce que nous condamnons dans la société démocratique. La lutte des partis, tantôt sourde, tantôt féroce, pour la conquête du pouvoir les amène à conditionner l'opinion en contrôlant, censurant, émasculant d'abord les organes de presse, ensuite la télévision et la radio, à abrutir et annihiler l'intelligence par l'école jacobine, la culture standardisée, la centralisation territoriale. Dans le même temps les partis tenus par les nécessités financières des joutes électorales se sont inféodés à l'argent. L'ex-fideli-commis de la banque Rothschild est devenu le président de la République « Française ». Sous les républiques précédentes toutes les grandes banques, déjà, étaient représentées dans les différents ministères.

Le résultat nous le voyons : l'entropéisme sert de paravent commode à la colonisation du pays par le capital germano-américain. Les possibilités considérables offertes par la deuxième révolution industrielle ont été gâchées par la loi ignoble du profit pour le profit : stocké dans des cités à la Kafka, réduit à l'état de machine à produire et à consommer, le Français moderne est profondément déshumanisé. Robotisé, il est devenu indifférent à l'autre. Le dialogue, la communication sont remplacés par l'univers artificiel des mass-media, l'amitié, l'amour par la drogue et l'érotisme. Que dis-je, l'érotisme ! La pornographie conviendrait mieux ! Entrons dans une sex-shop : les femmes sans voiles des revues anglo-saxonnes qui sont présentées à la morne curiosité des « voyeurs » rendraient désirable par contraste M. Maurice Schumann. Le pays d'Henri IV, de Fragonard et de Manet se voit offrir à titre de dérisoire licence compensant l'absence de libertés des objets de consommation sexolo-

giques fabriqués selon le même système que le poulet industriel.

Votre adversaire, M. Royer, qui combat les marchands de sexe, est malheureusement mal placé pour contester un système dont il est *volens nolens* (sans doute d'ailleurs davantage *nolens que volens*) un des participants.

A ce stade, Maurice Clavel, vous serez sans doute tenté de nous interrompre en nous rétorquant que les conservateurs de de l'Action française, les tenants d'un ordre figé ne sont pas sur ce plan en meilleure posture que M. Royer pour accuser la société actuelle au nom de la vie et de l'amitié.

Eh bien, justement si ! Toute l'œuvre de Maurras est une immense réflexion sur l'amour, fondement de la cité, sur l'amitié référence suprême de tous les rapports humains, un cri de révolte contre la déshumanisation de l'être par l'individualisme révolutionnaire. Il n'hésite pas à écrire :

« Telle est l'économie corporelle de l'animal humain : elle ne se présenterait pas autrement qu'elle ne fait si elle résultait d'une providence désireuse de préparer un premier terrain à l'Amour ; de lui aménager comme un premier substrat physique, les harmonies matérielles préluant aux affinités de l'esprit. Vivre, s'associer, aimer finissent par apparaître de mêmes choses couvertes de noms variés par l'analyse qu'en ont faite nos esprits et nos mouvements de même source. Flamme née de deux flammes, nous accourons à l'aimant de chaude lumière sur un champ électrique déjà formé de substance de notre feu. »

Mais Maurras sait que l'on ne peut fonder l'organisation de la cité sur n'importe quelle forme d'amitié, que les rapports humains obéissent à un Ordre. Et dans cette perspective la conception maurrasienne de l'Ordre prend toute sa véritable signification, une fois débarrassée des travestissements sans grandeur que certains sous-produits de l'A.F. ont pu accidentellement lui faire revêtir : l'Ordre est tout simplement l'ensemble des lois qui soustendent l'être, lui impriment des finalités, luttent pour sa conservation contre les forces de mort.

C'est dire qu'un homme d'A.F. conséquent ne saurait défendre la société actuelle parce qu'elle est un désordre établi, une odieuse contrefaçon de l'Ordre véritable. Mais, et c'est en cela que nous nous séparons de vous, Maurice Clavel, il

à Maurice Clavel

ne saurait davantage approuver ceux qui emportés par un surréalisme tragique veulent dépasser en la niant la nature humaine, faire de l'être l'« homme générique » cher à Marx, c'est-à-dire un demiurge remodelant le monde au gré de ses passions et de ses instincts développant à l'infini et dans n'importe quel sens toutes ses facultés.

Nous nous insurgons contre l'escroquerie de ce faux humanisme gros de désillusions et voué à faire constamment éprouver à ceux qui en sont victimes la mélancolie de ne point être Dieu.

Désordre établi et surréalisme de la politique procèdent de la même erreur : l'idéologie démocratique.

Le dogme menteur de la liberté-principe, du citoyen-roi aboutissent à en faire un électeur dûment muselé par l'Etat bureaucratique et qui se voit interdire toute action sur son environnement familial, professionnel, régional. A quelle nouvelle bureaucratie « socialiste » aboutira demain la « solution » libertaire qui pousse à son extrême la philosophie révolutionnaire ?

Le combat monarchiste au contraire est véritablement libérateur car il vise à remplacer les pouvoirs des factions mises au service de fictions par celui d'un arbitre dont l'intérêt le plus matériel, individuel et surtout familial se confond avec celui de la nation, d'un roi qui n'étant l'élue de personne contre d'autres peut être le protecteur de tous et inciter le peuple français à « vivre demain », à « se traduire, se répandre, se délivrer ».

La monarchie est le préalable politique nécessaire pour briser la machine à trahir tous les mouvements magnifiques dont notre peuple est encore capable.

Vous avez évoqué, Clavel, la Résistance : au risque de vous étonner nous vous dirons que nous sommes tout aussi sensibles que vous à l'héroïsme de ce « peuple de la nuit » chanté par Malraux qui s'est dressé contre l'occupant de 1940 à 1944. La France « la douce France » dont parlait la chanson de Roland, c'est celle de Saint Louis et de Jeanne d'Arc mais c'est aussi celle d'Estienne d'Orves, de Jean Moulin, des otages de Chateaubriant. Ce ne peut être en revanche celle de Lucien Rebatet ni même — hélas ! — de Robert Brasillach pas plus que celle de Maurice Thorez, des politiciens issus de la libération, ou de Georges Pompidou.

Ce n'est pas en effet un des spectacles les moins tristes que nous avons donné au monde depuis 1940 que de voir des hommes qui luttèrent pour la libération de leur pays exploités et manipulés par des politiciens dont certains venaient de trahir la France par amour de la grande patrie soviétique, cependant que la haine de ces politiciens conduisait d'autres bons Français à collaborer avec l'hitlérisme et ses séides.

La libération vit des règlements de comptes sanglants inspirés par les mercantis du résistancialisme à l'égard de ceux qui avaient cru devoir préférer soutenir le « bouclier » Pétain plutôt que « l'épée » De Gaulle.

Nous ne savons si De Gaulle a voulu que cette guerre franco-française se perpétue jusqu'à maintenant. Ce qui est certain c'est que sa légitimité fondée sur une partie de la nation contre une autre, lui in-

terdisait d'être un pacificateur, un nouvel Henri IV. Et, amère dérision, un an après sa mort, son successeur, qui a fait sa carrière dans le gaullisme alimentaire, montre qu'entre la résistance et l'immobilier son cœur ne balance pas.

N'en avez-vous pas assez, Clavel, de l'escroquerie démocratique ? Puissiez-vous comprendre, vous, et les meilleurs de ceux qui par générosité se fourvoient dans l'impasse gauchiste que « les ruisselets invisibles de la marée montante » doivent balayer la République et permettre la restauration de l'Etat monarchique dans une France communautaire réconciliée avec elle-même. Ce jour-là, la société excrémentielle aura vécu.

Arnaud FABRE,

Rédacteur en chef de la « N.A.F. »



Jules MONNEROT	
Sociologie de la Révolution	50 F
Duc de LEVIS-MIREPOIX	
Le Roi n'est mort qu'une fois (relié) ..	29 F
Jacques LAURENT	
Les Bêtises (Prix Goncourt 1971) ..	34 F
Jacques PAUGAM	
L'Age d'Or du Maurrassisme	35 F
Jean-Noël MARQUE	
Léon Daudet	40 F
Maurice BARRES et Ch. MAURRAS	
La République ou le Roi	40 F
Maurice PUJO et Charles MAURRAS	
Pour réveiller le Grand Juge (exemplaire numéroté réservé aux bibliophiles amis de Ch. Maurras) ..	35 F
Jean-François CHIAPPE	
Cadoudal ou la liberté	34 F

Charles MAURRAS	
Anatole France, politique et poète ..	8 F
La Politique de 26 à 27 (numéroté) ..	15 F
Mes idées politiques	20 F
Critique et poésie	22 F
Auguste LONGNON	
Formation de l'Unité Française	45 F
Gustave THIBON	
L'Echelle de Jacob	22 F
Marie-Madeleine MARTIN	
Les Doctrines sociales en France ..	20 F
DISQUES :	
Chants et refrains royalistes	31 F
Les Chouans	31 F
Chants compagnoniques (tome I) ..	31 F
(tome II) ..	31 F
Marches militaires :	
— La Monarchie	31 F
— La Révolution et l'Empire	31 F
— Le XIX ^e siècle et l'épopée coloniale ..	31 F
— Le XX ^e siècle et les deux guerres mondiales ..	31 F
CARTES DE VŒUX :	
— 1 exemplaire : 1,50 F - Franco : 2 F.	
— 10 exemplaires : 10 F - Franco : 12 F.	
Précisez avec ou sans mention N.A.F.	
ACTES DU C.R.U. :	
L'exemplaire : 5 F.	
Brochure PAYS RÉEL, PAYS LÉGAL :	
— 1 exemplaire : 2,50 F.	
— 10 exemplaires : 20 F.	
Commande à nos bureaux :	
C.C.P. N.A.F. 642-31.	
Comptez 10 % en sus pour frais de port.	

Publicité de consommation

Tout révolté contre la société de consommation se veut publiphobe. La publicité se voit identifiée avec le péché. Tous les maux lui sont dus : elle écrase les consciences, nivelle les jugements, abrutit les intelligences. Avec la télévision, le tiercé et l'automobile, elle symbolise la déchéance d'un monde à l'agonie.

Mais ce genre de jugement, trop absolu pour être argumenté, relève d'un profond refus d'étudier, d'analyser et de tirer parti de la dynamique publicitaire. Un mépris *a priori* n'a jamais constitué un gage de sérieux, encore moins d'objectivité. Admettre que, dans un domaine, tout est mauvais et ne vaut que d'être ignoré, c'est aussi reconnaître son impuissance. Tant il est vrai que se déterminer, en toutes choses, en contradiction avec la publicité reçue c'est, aussi, en être esclave. Nul ne peut raisonnablement s'estimer indemne.

Ecartons donc tout jugement de valeur. Et d'ailleurs quand les institutions imposent à chacun d'entre nous une irresponsabilité inamovible, que peut-on reprocher aux hommes qui font de la publicité leur métier. D'autant plus que, loin de se sentir morveux et pestiférés, loin de tenter de se justifier, et accepter tête basse les crachats conformistes des intellectuels annonciateurs d'apocalypse, ils attaquent, ils assument leur rôle. Écoutez ce pitre tonitruant nommé Bleustein-Blanchet :

« La publicité semble condamnée à s'intéresser au bonheur des gens. Non seulement en prenant à son compte des problèmes collectifs tels que la pollution, mais aussi en luttant dans chacun de ses messages contre l'an-

goisse, la solitude, la difficulté de s'adapter aux accélérations de l'époque. C'est dans ses cordes. Elle est un tel instrument de culture !

Toute démarche publicitaire enseigne les hommes, pour le meilleur et le pire. Elle annonce pour un produit ménager porte en creux la vision — pas forcément la bonne — des rôles masculins et féminins. Telle campagne automobile peut contribuer à faire de la voiture, soit un outil de progrès et d'agrément, soit une arme suicidaire. »

Voilà de quoi lui accorder le Bon Dieu sans confession ! Cela change du banal : « Pouvez-vous vous offrir le luxe d'être un publiphobe ? » L'auditoire n'est certes plus le même...

Ainsi donc, tout est tout beau, tout net. Finie la méchante, perfide publicité de jadis. Désormais la main dans la main, tous unis pour le Bien. (Tant il est vrai qu'un problème tel que celui de la pollution est posé actuellement, partout où chacun, en termes de théorie du « bad guy », c'est-à-dire du sale type bouc émissaire chargé de toutes les forfaitures.)

Cependant,

« Il faut que la publicité intègre les problèmes de civilisation si elle veut être vraiment rentable, c'est-à-dire ne pas se contenter de vendre à court terme, mais, à moyen et à long terme, fortifier le consommateur. Nous avons, annonceurs et publicitaires, une formidable raison de le protéger : nous nous aidons à vivre les uns les autres. »

Tout n'est donc pas si rose que cela alors ? Le loup, hélas ! est-il toujours différent de l'agneau ?

Tant que prévaudront les impressions premières, celles de la lessive envahissante, celles du matraquage inten-

sif de la bêtise parlée, filmée, gravée, rien de constructif ne pourra s'élaborer dans la voie d'une civilisation qualitative. Si la publicité de concierge, que nous subissons, s'est imposée, c'est que le plus grand nombre démocratique s'en régale, s'en poulèche, en demande.

Et si une inflexion se manifeste, c'est que le public aisé, dit cultivé, faible en nombre, est en revanche très important par son pouvoir d'achat. Et il faut le séduire ; il aura donc du bébé phoque, de la pollution, autant qu'il lui en plaira, pour le même prix.

Les agences de publicité sont peu suspectes de philanthropie. Si elles se lancent ainsi dans la nouvelle société, reniant apparemment leur passé, c'est que le système pourra ainsi étendre encore son emprise.

Phénomène cybernétique, la publicité ne peut trouver place dans une explication statique du monde. Bien que fatalement au service des monopoles, elle est nécessaire au bon fonctionnement des marchés, à la réussite de l'innovation. La circulation de l'information, sa diffusion, son utilisation et le choc en retour correspondant, nécessitent, pour être organisés de manière satisfaisante, que les circuits de décision participent d'une société dont la vocation est justement l'Ordre, et dont seraient bannis les principes démocratiques générateurs de massification.

Un dernier mot : en considérant la question d'un point de vue militant, j'ignore si l'œuf a précédé la poule. Que le message crée le média ou l'inverse, il nous faut, par tous les moyens, « vendre du Roi » !

Philippe-Henri DUROCHER.

LES ACTES DU C. R. U.

sont parus
en vente à nos bureaux
5 Francs franco

Cartes de vœux N.A.F.

Commande à nos bureaux :

1 ex. : 1,50 F — Franco : 2 F

10 ex. : 10 F — Franco : 12 F

Précisez avec ou sans mention N.A.F.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Le Combat des Idées

Un lecteur borné de Maurras

Il n'est peut-être pas trop tard bien qu'un nouveau numéro soit déjà paru de puis, de dire un mot de la livraison d'*Esprit* de novembre. Tout entière consacrée à la crise de l'Eglise (que pour guérir il faudrait « réinventer ») elle compte nombre d'études intéressantes qui vaudraient de longs commentaires. Peinerons-nous Jean-Marie Domenach si nous lui avouons que son article sur « le spirituel et le politique » a d'étranges résonances maurrassiennes ? Il faudrait citer les pages entières. Contentons-nous de ces deux passages : le premier sur « l'anti-politisme latent de la gauche chrétienne ». « Celui que nous avons combattu dans le M.R.P. : la haine de l'Etat national qu'on rêve d'anéantir, hier dans l'Europe, aujourd'hui dans les régions, également idéalisées, haine qui cache le refus d'accepter les données essentielles de l'action et de constituer une force capable d'entrer en politique. » Et cet autre passage : « ... faute de considérer la spécificité politique, on cherche appui, bon gré mal gré, sur la religion et son appareil, on ressuscite un nouvel intégrisme, du sentiment et non plus du dogme, et un nouveau cléricanisme quand l'ancien est à peine détruit ».

Réaffirmer la réalité du cadre national et la spécificité du politique, voilà ce que nous ne cessons de faire à la lumière de Maurras, face aux divers courants marxistes, saint-simoniens et libéraux, tous également ignorants du politique dans la mesure où ils se définissent comme des productivismes. Mounier lui-même, le fondateur d'*Esprit*, ne rejoignait-il pas, malgré certaines préventions, le démocratisme chrétien dans son silence sur les nécessaires médiations institutionnelles ? Nous n'en sommes que plus à l'aise pour applaudir Domenach.

Ceci dit, tout est loin d'avoir la même valeur dans ce numéro spécial, remarquable par l'impression de « paumé » qui s'en dégage (ne commence-t-il pas par la « confession d'un paumé » ?). Bien malin celui qui réussit à en tirer une vision claire et cohérente de l'avenir de l'Eglise catholique. L'édifice « constantinien » n'est pas sitôt détruit que la volonté de retrouver la spontanéité des origines apparaît singulièrement vaine. Après des années de proclamations véhémentes qui en appelaient à la Foi contre la religion, à la liberté contre l'institution, au peuple de Dieu contre le cléricanisme, on s'aperçoit que la Foi défaille, que la liberté est illusoire et que le peuple de Dieu se disperse.

C'est tellement vrai qu'Etienne Borne, qui fut le « philosophe du M.R.P. » et demeure un des rares dévots de Marc Sangnier, se demande si ce qui « au moins aux yeux de l'opinion » faisait la spécificité du catholicisme, n'est pas mis en question. Et Borne de revenir par delà la pastorale et la litur-

gie à la doctrine que Vatican II n'avait pas voulu aborder de front. Si, comme on l'affirme unanimement, il y a crise de la Foi, il serait en effet temps de revenir à ses fondements et à son contenu.

La gravité de la crise actuelle viendrait du fait que les deux crises majeures du catholicisme au XX^e siècle n'auraient jamais été résorbées de façon satisfaisante. La raison en serait qu'au lieu de répondre au niveau de la pensée, on aurait préféré les méthodes policières cléricales, refoulant ainsi sans les abolir les interrogations fondamentales présentées tour à tour par le modernisme et le maurrassisme. Encore faut-il ajouter que pour Borne le modernisme était blanc des taches dont on voulait le couvrir, tandis que le maurrassisme était réellement noir.

On ne s'étonnera pas outre mesure de ce jugement typiquement démocrate chrétien. Quant à la thèse centrale de l'article, il faudrait un volume pour la disséquer, tour à tour la confirmer et l'infirmer, la remettre violemment en cause tout en exprimant les nuances nécessaires. Impossible donc de tenter ici l'entreprise. Disons seulement que le vrai s'y mêle au faux.

Le seul contenu de ce numéro d'*Esprit* donne raison à Pie X pour son coup d'arrêt à un mouvement diffus qui allait droit à la dissolution de la Foi (précédée par celle de l'Eglise) sous l'effet d'un subjectivisme radical. Quoique Borne en ait, il n'y avait pas trace d'extrémisme dans cette volonté de garder intacte l'objectivité de la Foi. La condamnation du modernisme ne barrait en rien les recherches de philosophie religieuse et d'exégèse, pas plus qu'elle ne frappait d'ostracisme la démarche typiquement augustinienne et traditionnelle de l'*Irrequietum cor*.

Il est exact par contre que le problème doctrinal de l'Action française n'a jamais été posé sérieusement par la hiérarchie. Borne, qui soutient qu'il y avait réellement danger pour la Foi dans le maurrassisme, prétend comme tant d'autres avant lui suppléer à cette carence. Hélas, ce n'est pas avec plus de bonheur...

Nous ne reviendrons pas sur le problème de l'Evangile et de l'esprit révolutionnaire qui paraît capital à Borne dans la conjoncture actuelle. Et il a raison. Nous l'avons déjà longuement abordé cet été dans la N.A.F. (cf. *Christianisme et romanité*). Borne reprend à ce propos les thèses habituelles sans avoir jamais étudié sérieusement la pensée de Maurras par rapport à l'Ecriture.

Par contre nous relèverons cette proposition tout aussi inacceptable et qui témoigne du peu de sérieux de son auteur : « Le maurrassisme... proposait, s'autorisant d'Auguste Comte, une science positive des sociétés, une physique sociale, à laquelle ne

saurait être opposée, pas plus qu'aux sciences de la nature, aucune requête d'ordre religieux, métaphysique ou moral, science qui fonderait théoriquement et rendrait efficace une politique rationnelle. » Et Borne de comparer cette proposition prétendument maurrassienne à celle des chrétiens qui aujourd'hui se réclament du matérialisme historique et interdisent à la Foi de remettre en question la « science ».

C'est évidemment grotesque et cette seule bourde frapperait Borne de ridicule ou d'imposture si elle ne constituait par ailleurs un magnifique piège à gogos. Renvoyer dos à dos Marx et Maurras, quelle aubaine ! Surtout, cette habileté dialectique qui oppose la physique sociale à la métaphysique, à la religion et à la morale, quelle jolie trouvaille ! Le lecteur moyen d'*Esprit* croira que Maurras entendait à la fois ranger la politique dans le catalogue des sciences de la nature, la ravalait au rang d'une pure technique, indifférente aux finalités humaines ; et d'ailleurs cela lui est clairement dit !

Faut-il se donner la peine de prier M. Etienne Borne, dont le grand cœur est sans cesse torturé par toutes les injustices du monde, de mettre fin à l'injustice dont lui et ses amis sont les auteurs et qui consiste à déformer et diffamer systématiquement une pensée, fût-elle celle du pire adversaire ? Il lui suffirait de lire au moins une fois sérieusement la préface de *Mes Idées politiques* intitulée *La politique naturelle*. Il pourrait faire cette lecture avec Jean-Marie Domenach qui lui expliquerait la spécificité du politique. Du coup, la leçon de Maurras lui serait peut-être perceptible. Il verrait que le souci d'aborder la physique politique conduit le maître de l'Action française à formuler un essai d'anthropologie fondamentale et à mettre ainsi en pleine lumière la dialectique du naturel et du volontaire, du structurel et du personnel.

Il lui serait alors impossible de reprendre indéfiniment les mêmes accusations absurdes. Peut-être alors « l'ombre de Maurras » continuerait-elle de se projeter sur la crise actuelle, mais ce ne serait plus pour ajouter aux désarrois et aux questions sans réponses, mais pour signifier qu'il existe une issue, celle même qu'Etienne Borne appelle confusément de ses vœux et qui satisfera pleinement toutes les exigences de la pensée.

Gérard LECLERC.

P.-S. — Puisque nous en sommes aux numéros spéciaux de revue, nous nous apercevons que nous n'avons pas fait écho comme il convenait au numéro d'*Itinéraires* de septembre-octobre sur les mathématiques modernes. Nous aurons certainement l'occasion de nous y référer dans nos travaux, spécialement en ce qui concerne l'enseignement et la pédagogie.

RÉPUBLIQUE OU MONARCHIE

Marc Valle est né en 1935 en Algérie. Après des études de droit et de sciences politiques, il s'inscrit au Barreau de Paris. Membre du groupe permanent de la « Fédération de la Gauche démocrate et socialiste » de 1965 à 1968, il collabore à Combat depuis 1963.

N.A.F. — Marc Valle, que pensez-vous des institutions de la V^e République ?

M.V. — Je pense que, en l'état, les institutions actuelles sont les moins mauvaises possibles. Elles sont en tout cas supérieures à celles que la France a connu, non seulement sous la III^e et la IV^e République, mais même sous la Monarchie de juillet. Ce qui ne veut pas dire que ces institutions soient parfaites ; mais elles marquent un progrès par rapport au passé dans la mesure où elles assurent la stabilité de l'exécutif. De ce fait, et pour la première fois depuis très longtemps, la France a une politique indépendante, que l'on peut certes critiquer, mais qui, du moins, n'est plus délibérée à Londres, à Washington ou à Moscou.

N.A.F. — Donc vous condamnez le parlementarisme ?

M.V. — Absolument. Même la Monarchie de juillet a été un très mauvais régime. C'est une préfiguration de la III^e République.

N.A.F. — La stabilité actuelle ne risque-t-elle pas de déboucher un jour sur une crise constitutionnelle ou sur une crise nationale semblable à celle de mai 1968 ?

M.V. — D'abord, mai 1968 n'a pas été une crise nationale mais l'exploitation habile d'un mécontentement. Quant à l'éventualité d'une crise constitutionnelle, j'avoue que je n'y crois guère. En cette matière, voyez-vous, il faut se garder du penchant un peu trop juridique des Français. On peut certes imaginer, du moins théoriquement, un conflit entre le législatif et l'exécutif, suivi d'une dissolution qui n'aurait aucun résultat sur la composition de l'Assemblée nationale. Mais il faut bien comprendre qu'une assemblée menacée de dissolution est une assemblée docile : la peur des électeurs est toujours, pour le député, le commencement de la sagesse et parfois même de la servitude. Donc, un conflit entre le Président de la République et l'Assemblée ne se terminera jamais d'une manière aigüe parce que, dans ce cas, le Président l'emporterait sûrement. Et les députés le savent parfaitement.

N.A.F. — Vous parlez de « mécontentement » à propos de mai 1968. Cette crise n'est-elle pas plutôt l'expression d'une crise de civilisation ?

MARC VALLE : " ...L'uni

M.V. — Vous savez, les bengalis seraient sans doute très heureux de pouvoir réagir comme les étudiants de 1968... Cela dit, il est évident que cette crise exprime un désenchantement général, non seulement du peuple français, mais de tous les peuples de l'Occident. De ce fait, cette crise dépasse très largement la question du régime politique : n'importe quel régime aurait à affronter ce malaise dans la mesure où il résulte d'un système capitaliste qui prend une allure de plus en plus inhumaine.

N.A.F. — Cette crise a certainement des aspects économiques, intellectuels et moraux. Mais la question des institutions ne conditionne-t-elle pas tout le reste ?

M.V. — Le Politique est certainement prioritaire. Et j'admire beaucoup l'ancienne Monarchie qui a fait pendre Semblançay et enfermer Fouquet, ce qu'aucun régime parlementaire n'aurait pu faire. La question des institutions est donc très importante : si nous avions un pouvoir réellement indépendant des puissances financières, la crise intellectuelle et morale que nous traversons serait dans une large mesure dissipée.

N.A.F. — Une bureaucratie anonyme a aujourd'hui remplacé le régime parlementaire. Ne s'achemine-t-on pas dès lors vers une tyrannie de type technocratique ?

M.V. — Certainement. Cette menace est d'ailleurs ancienne puisque c'est Napoléon I^{er} qui a institué en France un régime bureaucratique étouffant. Et depuis l'Empire, notre pays n'a plus le choix qu'entre la tyrannie et l'anarchie.

A partir du moment où le Parlement est réduit à l'impuissance, on peut craindre en effet la toute-puissance de la technocratie. L'idéal serait donc, après avoir tranché l'une des têtes de l'hydre, d'abattre l'autre. Il faudrait pour cela détruire l'Etat napoléonien au moyen d'une très large décentralisation et d'une véritable renaissance professionnelle.

N.A.F. — Comment concevez-vous cette renaissance professionnelle ?

M.V. — Il faudrait que chaque profession puisse s'organiser elle-même afin d'échapper à la tutelle de l'Etat. Mais on ne prend malheureusement pas le chemin de l'autonomie. Je pense en particulier que la réforme de la profession d'avocat est néfaste puisqu'elle va à l'encontre des libertés professionnelles. Et cela s'explique par le fait que l'Etat est entre les mains d'une technocratie qui souhaite la mort des professions libérales.

N.A.F. — Vous avez évoqué la nécessité d'une large décentralisation. Mais, comme le montrait Maurras, la restauration de la monarchie n'en est-elle pas la condition préalable ?

M.V. — Je pense que Maurras avait raison, car l'élection favorise les forces conservatrices. En fait, il est impossible actuellement de porter atteinte à la structure départementale car on s'attaque dès lors aux grands notables socialistes et radicaux. Les conseils généraux constituent de véritables féodalités contre lesquelles on ne peut rien faire. On l'a bien vu en 1969 puisque ce sont ces féodalités qui ont finalement eu raison de De Gaulle. D'où le caractère extrêmement modeste de la réforme régionale en préparation.

En définitive, le vrai problème est que les partis de gauche sont d'authentiques partis conservateurs : ils ne veulent rien changer et surtout pas le cadre administratif actuel.

N.A.F. — N'y a-t-il pas finalement plus d'esprit novateur, « révolutionnaire », chez un monarque que dans une république ?

M.V. — Certainement. Guillaume II a été beaucoup plus à gauche que la III^e République, qui a été le régime le plus conservateur, le plus antisocial qui soit : beaucoup de prétention, beaucoup de verbiage, aucune réalisation !

N.A.F. — La place de plus en plus grande de l'argent dans la société est sans doute l'un des vices les plus marquants de notre temps. Ne pensez-vous pas que la royauté de l'argent est la conséquence du système électif ?

M.V. — C'est très possible. L'argent a toujours joué un rôle très important en république, que ce soit sous le régime parlementaire ou actuellement. Et le pouvoir est pratiquement désarmé face aux puissances financières.

N.A.F. — Quel avenir voyez-vous pour la démocratie en France ?

M.V. — Le mot a tellement de sens ! Mais ce qui est certain, c'est que la France n'est pas faite pour un régime de démocratie libérale, car un tel régime ne correspond pas à notre tempérament national. Dès lors, je crois que ce régime est condamné à plus ou moins brève échéance. Par contre, si par démocratie on entend un régime s'appuyant sur le consensus populaire, on peut dire que l'ancienne monarchie a été démocratique : ce n'est pas à vous que je rappellerai les Etats généraux. Jamais les rois n'auraient adopté l'attitude d'éloignement à l'égard de l'opinion publique que nous connaissons. Il faut aussi se souvenir qu'au moment du Sacre on demandait symboliquement aux assistants : « Le voulez-vous pour roi ? », ce qui montrait l'union intime de la Monarchie et de la nation.

N.A.F. — Face à une restauration monarchique, seriez-vous hostile, neutre, ou bien à la rigueur, favorable ?

on intime de la monarchie et de la nation..."

M.V. — Je n'y serais certainement pas hostile, si une telle restauration était possible. Je crois en effet que la Révolution de 1789 a été un phénomène néfaste. Elle a constitué une rupture infiniment regrettable dans notre histoire. Mais on a manqué à ce moment-là d'un roi énergique...

N.A.F. — Mais, selon vous, cette restauration est-elle possible ?

M.V. — La restauration de la Monarchie est moins invraisemblable maintenant qu'au début du siècle, dans la mesure où il y a eu, en cinquante ans, une évolution intellectuelle considérable.

D'autre part, je crois que pendant longtemps, la propagande monarchiste a été très mal faite. On est frappé de voir que la position de certaines personnes qui se disent monarchistes est en fait une posi-

tion profondément conservatrice. Sans faire de paradoxe, je pense que les grands notables socialistes sont très proches de certains milieux monarchistes puisque les uns et les autres veulent à tout prix conserver ce qui est. Leurs attitudes en politique étrangère sont d'un parallélisme frappant : vis-à-vis des Etats-Unis par exemple, « Aspects de la France » réagit de la même manière que les socialistes ; c'est la même admiration éperdue. En fait, rien ne les sépare, si ce n'est la phraséologie. Je suis persuadé que si, aujourd'hui, François I^{er} s'alliait au Sultan ottoman, la Fédération socialiste du Nord et « Aspects de la France » se déchaineraient absolument de la même manière. Il s'agit en réalité du même parti. La seule différence c'est que les socialistes ont des prétentions électorales et « Aspects de la France » des prétentions intellectuelles.

me disait De Gaulle. C'est possible, encore que l'opinion soit parfois versatile. Mais si le pari est gagné, on peut se demander quel sera le prix payé pour forcer la chance. L'opinion ne se manœuvre bien que si l'on sait la séduire et l'on ne s'assure pas du soutien des groupes d'intérêts sans contrepartie. Qui, dès lors, peut affirmer que tel ou tel candidat ne donnera pas de gages, qu'il ne promettra pas un infléchissement de sa politique en échange de sa réélection ? Charles de Gaulle, en 1969, avait négligé ces basses contingences. On sait ce qu'il en advint.

Le parlementarisme pratiquait la politique de l'autruche. On s'apercevra un jour que le nouveau régime pratique celle de la girouette. Ainsi, quelle que soit la finesse des constitutions, l'habileté ou le patriotisme des hommes, on ne sortira pas du dilemme suivant : ou la République sans politique extérieure ou une politique extérieure mais pas de République.

La question des institutions est tout aussi essentielle dans les affaires intérieures. Comme Marc Valle le dit, les forces conservatrices empêchent la décentralisation, les puissances financières font la loi et la dictature des bureaux a remplacé celle des assemblées. Mais ce qui est vrai dans le domaine politique l'est aussi en économie. Marc Valle semble en douter, puisqu'il considère l'économie comme une sphère à part, évoluant indépendamment de la nature du pouvoir politique.

L'observation montre cependant que, dans les rapports entre la politique et l'économie, c'est encore l'institution qui est déterminante. N'est-ce point la Révolution qui a marqué le début de l'expansion du capitalisme en France, dont les fondements idéologiques coïncident très étroitement avec les dogmes politico-philosophiques de la pensée du XVIII^e siècle ? Et l'on montrerait sans peine que, de la même façon, le néo-capitalisme contemporain n'a pu s'épanouir que dans la mesure où l'Etat est devenu technocratique.

La Monarchie au contraire avait su maintenir l'économie dans des dimensions humaines : l'activité productrice étant soumise à des règles, le profit n'entraînait pas l'exploitation, la volonté de croissance ne nuisait pas à la qualité et l'argent ne pouvait devenir maître de l'Etat.

On ne sortira de la crise de civilisation qu'en brisant les structures du capitalisme, c'est certain. Mais comment la République pourrait-elle renier ses propres enfants qui, au fil des ans, sont devenus ses maîtres ?

La restauration de la Monarchie sera donc l'amorce d'un remodelage de l'ensemble de la société française. Et c'est bien ce qui inquiète les conservateurs, qu'ils soient de droite ou de gauche. Peu importe d'ailleurs puisque le bulletin de vote est leur seule force et que nous saurons fort bien nous passer de ce moyen-là.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

Réponse à MARC VALLE

Avocat, journaliste et militant, Marc Valle a de notre époque une connaissance approfondie. L'entretien qui précède le montre suffisamment pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Quand, de plus, cette connaissance de la société politique et de ses lois, des hommes et de leurs ressorts, s'appuie sur une vaste culture historique, les éléments fondamentaux de ce que Maurras appelait l'Empirisme organisateur se trouvent réunis. Aussi la controverse doit-elle céder la place au commentaire, et la critique se réduire à de simples remarques.

Comment pourrait-il en être autrement ? Marc Valle condamne l'anarchie parlementaire et la tyrannie, ces deux pôles entre lesquels la démocratie balance depuis toujours ; il réclame la décentralisation et la renaissance des professions, estime la démocratie sans avenir dans notre pays et envisage la restauration sans hostilité aucune.

Si l'accord sur l'essentiel ne fait donc aucun doute, il importe cependant de nuancer ou de compléter le jugement que Marc Valle porte sur la V^e République.

Qu'on ne voie pas là un quelconque sectarisme. Nous avons trop souffert, il y a quelques années, d'un antigaulisme viscéral pour ne pas nous défier des condamnations a priori. Ainsi reconnaissons-nous aux institutions de 1958 une certaine stabilité et c'est sans aucune gêne que nous avons vu le général De Gaulle reprendre plusieurs thèmes de « Kiel et Tanger » et arracher la France à l'emprise des puissances étrangères. Mais nous prenons bien soin de marquer le caractère aléatoire de cette stabilité, et en insistant sur l'incapacité naturelle du régime démocratique à ancrer une politique extérieure dans la durée.

Marc Valle, parce qu'il se défie à juste titre du juridisme et parce qu'il nous rappelle fort à propos une loi trop souvent

négligée du comportement des députés, estime que la stabilité des institutions est désormais assurée. On peut en effet envisager, dans le cas d'un changement de majorité, l'établissement d'un *modus vivendi* entre le législatif et l'exécutif. Le régime des Etats-Unis, par exemple, a montré que des pratiques empiriques pouvaient assurer une collaboration entre les pouvoirs. Le cas de la France est cependant différent. Les divisions idéologiques y sont extrêmement vives et la soumission des partis aux groupes de pressions nationaux ou étrangers demeure très forte. On ne peut donc pas exclure l'hypothèse d'une crise résultant de l'un ou de l'autre de ces phénomènes.

L'exécutif l'emporterait peut-être. Mais peut-être seulement et c'est bien là une des tares d'un régime qui, tous les quatre ans, remet en cause son avenir comme on jouait autrefois à la roulette russe. Il ne faut pas oublier non plus que l'élection du Président de la République au suffrage universel introduit dans la vie politique un élément d'incertitude plus grave encore. Elu pour sept ans, le chef de l'Etat a effectivement la possibilité d'infléchir la politique extérieure française dans une direction précise. Mais, au terme du septennat, tout peut être remis en question : tel président qui a voulu préserver l'indépendance nationale risque de voir son successeur faire la politique de Washington, de Bonn ou de Moscou. Et le suivant celle de Tel-Aviv.

Ainsi, la V^e République n'a-t-elle pas plus de politique extérieure que la III^e ou la IV^e puisqu'elle ne dispose pas de la durée. C'est l'histoire du tonneau des Danaïdes, que l'on peut remplir d'eau claire ou d'eau putride sans qu'il n'en reste jamais rien. On dira que le chef de l'Etat peut se représenter une ou deux fois et qu'en quatorze ou vingt et un ans on peut accomplir de « grandes choses », com-

LA CROISADE

« Nous ne nous aimons pas. Les lois des machines sont devenues les nôtres. Nous serons fonctionnels et réglementés. L'homme n'est pas fait pour cela et il en crèvera. Notre société devient excrémentielle. Le plus sinistre de tout, c'est l'optimisme. Il faut prendre et refaire. Il faut changer la société. »

Maurice Clavel, comme à l'habitude, n'a pas mâché ses mots pour le plus grand bien de la vérité. Le réquisitoire qu'il a dressé, devant des millions de téléspectateurs, a été entendu. Celui dont on voulait faire le champion de la décadence en fut, l'espace de quelques minutes, l'accusateur le plus dur, le plus convaincu et le plus convaincant.

LES BOURGEOIS

Un robinet... de l'eau qui coule... un doigt tente de la contenir. Alors l'eau jaillit dans dix, dans vingt directions. Anarchiquement.

Ces sources, ce sont les libertés contenues, comprimées, réprimées par l'Etat bourgeois, elles éclosent n'importe comment, comme elles peuvent. Elles prennent pour nom pornographie, drogue, suicide. Traquées, elles deviennent sauvages. Interdites, elles forcent leur chemin.

A qui la faute ?

A ceux qui, malgré tout, veulent vivre ? Ou à ceux qui, contre tout, empêchent les autres de vivre ?

A qui la faute ? Mais à cette société qui tue l'âme au profit des choses et qui, chaque jour, crie à l'homme qu'il doit avoir son sous-homme.

A qui la faute ? Au profit. A la loi du profit qui veut que l'on produise pour consommer, et que l'on consomme pour produire. Inlassablement.

A qui la faute ? A tous ceux qui font que la faculté est imbécile, le lycée invivable, la ville irrespirable, l'usine inhumaine. Aux bourgeois qui, du haut de leur illégi-

time pouvoir, sanglés dans les préjugés et alourdis par les profits, jettent à la société le noir regard de cet imbécile heureux de Mac Mahon. Et tant pis si, de temps à autre, quand l'inspiration les travaille et Cupidon les chatouille, les apôtres de l'ordre moral prennent un onctueux bain de fesses dans des maisons que l'on dit tolérantes et dont même Tours n'est pas dépourvue. Quoi de mal à ça ? Ne règlent-ils pas leurs consommations ?

BAILLON

Née au XIX^e siècle, enfantée par le capitalisme libéral, la société de consommation est un curieux mélange de puritanisme et de jouissance quantifiée. C'est pourquoi rien ne saurait changer des mœurs et des habitudes, si l'on ne change la société toute entière et les lois qui la régissent.

« Il faut prendre et refaire... »

Tout cela, Maurice Clavel l'a compris, et souverainement démontré. Les mots justes, les gestes incisifs, il sut qui démasquer. Son film est un chef-d'œuvre, tant pour sa valeur militante que pour sa poésie, et l'on devrait le projeter dans tous les lycées, dans toutes les maisons de jeunes de France, comme croisade contre l'hypocrisie et la bêtise.

Celles-ci ont déjà réagi. Maurice Clavel voulait trop en dire. « A armes égales » signifie qu'il faut se battre à « Armes émoussées », faire montre d'un « réformisme constructeur », et amener des « critiques modérées ». Hors de là, point de liberté. La « liberté d'expression » existe à l'O.R.T.F. comme elle existe en France. Ce qui ne signifie pas que la liberté puisse s'exprimer.

Donc, Maurice Clavel, qui n'était resté que quinze jours au R.P.F. et trois jours au Parti communiste, n'aura pas duré plus de vingt minutes à la Télévision : les « bien pensants » ont vite compris que le seul

adversaire à lui opposer était un baillon, une censure, une police.

MÉPRIS

Seulement, voilà. Maurice Clavel n'est pas homme à se laisser faire. « Mon film a été censuré. Le principe est épouvantable, abominable et invivable... Messieurs les Censeurs, bonsoir ! »

Verdâtres, les journalistes-maison ont cru de bon ton d'expliquer que, n'est-ce pas, toutes proportions gardées, un certain mot pouvait prêter à « confusion » et n'était qu'une « interprétation »... Et alors ? Si diffamation il y avait, la justice est là pour se saisir de l'affaire, le cas échéant. Mais jamais il ne sera admissible que des journalistes fassent le travail du juge, encore moins celui du gouvernement, encore moins celui de la police !

D'autres « journalistes », peu après, ont endossé la pèlerine et chaussé leurs « rangs ». Ainsi cet éditorialiste d'Europe N° 1, plus très jeune, mais encore champion du monde des clichés, qui qualifie l'incident de « dérisoire » et les propos de Maurice Clavel « d'absurdes ». Ou encore ceux du « Figaro » qui affirmèrent brillamment : « Le censeur, c'est Clavel », rassurant en cela tout un public de conservateurs qui leur sont gagnés depuis longtemps et dont le nom commence mal.

Ne craignant nullement d'effrayer ces braves gens-là, nous tenons à féliciter celui qui fut censuré dans un débat sur la censure. Bravo, Maurice Clavel, pour ce que vous avez démontré et pour ce que vous n'avez pas toléré.

Quant aux autres, à ces journalistes — ou prétendus tels — qui ont exécuté ou cautionné la censure, nous leur laissons ce qui fut réservé, de tous temps, à ceux qui déshonorent leur profession : le mépris.

Patrice BERTIN.

Les films de la semaine

A tout seigneur tout honneur, c'est par *Les Aristochats* que je commencerai cette rapide revue de l'actualité cinématographique. Le dernier-né de la Maison Walt Disney, signé Wolfgang Reitherman, est un modèle du genre et en même temps un petit chef-d'œuvre du comique. Il paraît difficile d'atteindre davantage la perfection dans l'art du dessin animé : absence de mièvrerie, qualité du trait et de la couleur, soin particulier des détails, gags bien trouvés ou choisis, doublés d'une aimable étude de mœurs ; somme toute une sympathique et cocasse réalisation qui doit satisfaire tous les publics.

Sans être, à proprement parler, un film raté, *Lucky Luke*, de Morris, Goscinny et Pierre Tchernia, se situe largement au niveau au-dessous. C'est un style d'humour plus lourd, peu raffiné, repu par l'esprit gaulois et plus difficile à apprécier. Et puis, l'initiation aux rites du personnage principal est

nécessaire. D'ailleurs la salle est en majorité occupée par des fidèles de *Lucky Luke* qui sortent à demi déçus et confient aux suivants : « Ce n'est pas vraiment ça, mais ce n'est tout de même pas mal... »

Pour continuer la série des « cadeaux de Noël » il faut dire quelques mots de *La Folie des Grandeurs*, réalisée par Gérard Oury. Soyons sans illusions, c'est une sorte de *Fanfan la Tulipe* à la technique améliorée. « Inspiré » de Ruy Blas, ce film reprend tous les poncifs historico-romantiques sans apporter la moindre nouveauté sur le plan comique. C'est triste, Gérard Oury a fait beaucoup mieux. A son actif de jolies photos et costumes, mais attention aux faux décors. Signalons l'époustouflante « création » d'Yves Montand, dans le rôle de Blaze, bien supérieur à Louis de Funès, trop grimaçant, et laissons à les exploits d'une cour d'Espagne peu engageante.

Deep End, de Jerzy Skolimowski, retient

beaucoup plus l'attention. La première moitié du film risque de déconcerter, mais l'ensemble traduit un indéniable talent qu'il faut apprécier au second degré. Etude de caractère gringante, dans un style inhabituel et pénétrant, avec de très jolies séquences nocturnes, *Deep End* agace mais intéresse ; tout à fait ce que désirait, je présume, le metteur en scène.

Le Jardin des Finzi-Contini

Le problème du statut des Israélites en régime fasciste et durant la dernière guerre. Terne et fausement romantique. La « politique » vue par Vittorio de Sica...

REPRISES :

Le Fleuve, de Jean Renoir.

Naïf et chromé. Ne vaut que par une certaine vision de l'Inde.

L'Emigrant, de Charlie Chaplin.

Avec en supplément quatre courts métrages de Charlot.

Peau d'Ane

La très heureuse transposition du conte de Perrault par Jacques Demy.

Dominique PAOLI.

Les chemins du monde

Mourir pour le Bengala Desh ?

La guerre qui semble se terminer entre le Pakistan et l'Inde conduit comme d'habitude les Français à des comportements passionnés. Vouloir juger de tout au lieu de se préoccuper de l'intérêt national, ils veulent choisir. A nous de réfléchir et de faire réfléchir. Trois points sont au centre de ces réflexions : le premier est la cause de ce drame qui se passe en Asie ; le deuxième, fait évident et qu'il faut répéter, est que ce conflit provient une fois de plus du découpage du monde en deux blocs — maintenant en trois clans — en tout cas en puissances impérialistes qui se battent par pays interposés ; le troisième est plus modeste mais évidemment à notre niveau, le plus important : quelle position et quel rôle la France doit-elle avoir dans ce conflit (ou pour éviter l'extension de ce conflit) ?

LES CAUSES DE LA GUERRE

Elles viennent d'une aberration démocratique : vouloir créer des frontières sans tenir compte des traditions, des coutumes locales et de l'histoire des pays.

L'histoire du continent indien, Inde et Pakistan compris, consiste en luttes quasi tribales entre de multiples ethnies ou de multiples communautés, et la vocation naturelle du continent est évidemment d'être « balkanisé ». On a voulu jouer avec le feu en séparant le continent indien en deux pseudo-nations fondées sur la religion. C'était une absurdité. Tout le monde sait, l'histoire le prouve, que les divisions nationales fondées sur les religions conduisent à des guerres d'autant plus inévitables que ces partitions ont été faites d'une manière arbitraire, que l'on a créé un pays coupé en deux « morceaux », dont les frontières sont distantes de trois mille kilomètres, ce qui n'était évidemment pas viable. Mais par contre, aux frontières du Pakistan occidental, on a laissé une province musulmane sous domination indienne : le Cachemire.

Le conflit était larvé tant que l'Inde, qui par vocation est impérialiste — on l'a bien vu lorsqu'elle a profité de la faiblesse du Portugal pour s'emparer de Goa — a attendu de devenir forte pour porter un coup sur le Bengale et l'envahir.

A travers ce conflit, il est évident que les grandes puissances mesurent leurs forces respectives. Comme d'habitude, les Américains ont pris le train en marche et se sont rangés aux côtés du Pakistan, ce qui correspond à une tendance naturelle chez eux puisque l'armée et le régime pakistanais ont été largement subventionnés par la C.I.A. et la diplomatie américaine. En fait, le phénomène américain n'est pas le plus important dans cette partie du monde, qui est le témoin

du premier affrontement armé entre la Chine et l'U.R.S.S., et c'est peut-être là la clé du problème. Les deux empires sont sur le point de partir en guerre l'un contre l'autre. Ils se jaugent. Ils s'essayeront par Pakistan et Inde interposés et se cherchent. A priori, nous ne voyons pas pourquoi nous souhaiterions la victoire de l'un plutôt que de l'autre, encore qu'une diplomatie dite réaliste ou en tous cas servant les intérêts de la France, devrait avoir pour but dans ce jeu savant de l'équilibre entre les blocs, de soutenir les plus faibles de manière à ce que l'équilibre ne soit pas rompu.

LE RÔLE DE LA FRANCE

La France pourrait avoir une politique active au lieu d'une attitude à la Ponce Pilate comme aujourd'hui. Il est navrant de voir que des conflits artificiels se sont soldés par la mort de milliers et de milliers d'hommes, bien que certains néo-malthusiens voient dans ces conflits la meilleure des politiques anticonceptionnelles de l'histoire. La France pourrait, quant à cela, rappeler des vérités en dénonçant l'absurdité d'un partage fondé sur la religion. Elle pourrait prendre parti pour le Pakistan dans le concert des autres nations, mais par la voie diplomatique et secrète, car il est évident que dans cette partie du monde, l'U.R.S.S. sera toujours plus forte et rien ne serait plus dangereux qu'une Asie dont tout le continent indien serait sous domination soviétique.

L'équilibre difficilement instauré entre l'U.R.S.S. et la République populaire chinoise, Chine dont le danger au niveau de l'Europe, et à fortiori de la France, est relativement faible, Chine dont tous les stratèges disent que si elle est capable d'envoyer des fusées (et après tout pourquoi en enverrait-elle sur la France avec qui elle n'a rien à voir sinon des relations commerciales ?), Chine pour longtemps incapable d'exploiter sur le terrain une victoire militaire à l'exception d'une attaque contre l'U.R.S.S., cet équilibre ne serait pas rompu tant que le Pakistan ne permettrait pas à la Chine d'avoir une trop grande puissance en Asie.

Mais la France pourrait avoir un autre rôle : celui de fédérateur naturel des nations dites secondaires face aux impérialismes russe, américain, chinois et bientôt japonais et allemand. Elle pourrait, par le jeu de la diplomatie secrète dont le retour, notamment dans la diplomatie américaine, a conduit à un certain nombre de succès (entre autres le rapprochement de la Chine et des États-Unis), tourner les esprits vers des conceptions plus traditionnelles sur le continent indien. Tout le monde sait que finalement ce conflit provient de la division du monde

telle que l'ont voulu les démocraties à la suite des deux dernières guerres. Ces guerres ignobles sont fondées sur une division démocratique des États.

La seule solution que la France peut préconiser (elle s'est fort bien faite entendre sur d'autres plans), serait la division de l'Inde et du Pakistan en plusieurs provinces dites « Nations » qui cesseraient par là même d'être dangereuses. Elles pourraient probablement progresser économiquement. Comment imaginer un développement économique meilleur que celui qui est le lot des Indiens et des Pakistanais à l'heure actuelle ? Voilà la question.

Encore un dernier point. Sans sentimentalisme et tout à fait objectivement, contrairement à beaucoup de prises de position françaises, soit pour le Bengala Desh, soit pour que le Pakistan « maintienne son intégrité », la France pourrait aider le Pakistan ou faire un geste en sa faveur, pour une dernière raison : le Pakistan fait partie du monde musulman et est lié au monde arabe qui se sent foncièrement solidaire de l'invasion dont le Pakistan a été l'objet, ceci dans le cadre d'une politique méditerranéenne concrète et réaliste : la Méditerranée, c'est aussi le monde musulman au Nord du continent indien.

B. LEDUC.

Au moment où nous mettons sous presse, nous n'avons pas reçu l'étude que nous attendions sur l'accord monétaire de Washington. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui la trouveront dans notre prochain numéro.



**Pour une
CONTRE-REVOLUTION
CULTURELLE**

Franco : 1 F
Abonnement Etudiant : 8 F
Normal : 12 F

C.C.P. : AF Université
1918-59 Paris

ITALIE : les délices du parlementarisme

L'Italie commence à douter : les bouffonneries et la diarrhée phraséico-démocratique des candidats aux présidentielles ont effrayé nos voisins transalpins.

C'est toujours de mauvais présage lorsque l'Italie n'a plus confiance en son Exécutif, et devient irrespectueuse (cf. Crispi après Adoua, Mussolini en 1943). Il a fallu deux tours pour élire L. Einaudi en 1948, vingt et un tours pour l'actuel Président sortant Saragat. Prévoyant le manège, le « Collège des grands électeurs » a décidé de se réunir dès le 9 décembre, afin de fêter le Nouvel An et casser la vaisselle, antique tradition romaine, avec un Président au Quirinal. L'événement n'est pas fondamental, mais démontre clairement une débilité chronique. Il faut spécifier que toutes les institutions de la République italienne reposent sur un « hénaurme » malentendu : le référendum de 1946 (1), truqué de bout en bout, machiavélique « combinaison », et manière comme une autre de régler des comptes pour une frange de résistants hargneux et frustrés. La Maison de Savoie fut exilée : c'était facile de dire que

Mussolini et Victor-Emmanuel ne faisaient qu'un, plus difficile à démontrer (cf. affaire Badoglio, République sociale de Salò).

Il y a de quoi avoir la nostalgie des « ventennio » (les vingt années du fascisme). Ah, si la conspiration du prince Borghèse et de ses groupes paramilitaires clandestins avait réussi ! Sa seule présence ferait rentrer sous terre l'hydre crapuleuse, pensent naïvement tous les bons électeurs du M.S.I. Almirante, avec sa manie de clamer sa fidélité à la Constitution de 1947, est un « condottiere » un peu agaçant de l'ordre moral, mais c'est un moindre mal. De l'autre côté, il y a le P.C.I. Tout le monde connaît la légende de Togliatti et de l'évolution originale du Parti de Gramsci qui réussit à ne pas s'inféoder et à se dégager très tôt de l'emprise moscovite.

Seulement il y a crise, inhérente à un parti qui glisse doucement sur la pente de la « bureaucratie et de l'électoratisme », mais aussi crise interne avec la dissidence très grave du « Manifesto ». L'impact de ce der-

nier demeure cependant très faible, car il reste prisonnier à l'intérieur d'un « cercle intellectualiste ». Et puis, entre les deux pôles, on rencontre l'immense convulsion des forces démo-chrétiennes et social-démocrates. Le spectre de la démocratie chrétienne anti-communiste à la Don Camillo jusqu'à Vatican II « gouperne » à la tête d'une coalition de centre gauche depuis huit ans, mais les législatives, prévues en 1973, pourraient bien avoir lieu plus tôt, conséquence d'un éclatement de coalition. En septembre dernier, le scandale a éclaté au Conseil National de la D.C. : Amintore Fanfani réclamait un réajustement à droite tandis qu'Aldo Moro « flirtait » avec la gauche communiste. La décalification va bon train. Le socialiste De Martino — érudit latiniste entre deux sessions parlementaires — ou le démocrate chrétien Fanfani ? Qu'importe une tumeur maligne de plus dans cet organisme mourant.

Philippe VERGNE.

(1) Cf. article Axel Alberg, "N.A.F." n° 9.

Après les Açores

Au moment où les relations internationales marquent un changement lent du rapport des forces, la rencontre Pompidou-Nixon est intéressante sur plusieurs points ; et d'abord sur les problèmes monétaires où les divergences subsistent malgré les pressions exercées par l'intermédiaire de l'Allemagne fédérale. Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette question particulièrement aiguë. La composition des deux délégations montre l'importance attachée à cette question : du côté américain figure M. John Connally, secrétaire au Trésor, et du côté français, M. Giscard d'Estaing, ministre des Finances. Mais les problèmes politiques ont été abordés avec autant d'attention, sinon plus. Ils ont porté évidemment sur les voyages de Nixon à Pékin et à Moscou. Les Etats-Unis n'oublient pas que la France fut la première puissance occidentale (hormis l'Angleterre) à reconnaître la Chine populaire et à entretenir avec elle des relations économiques assez étroites.

Quant aux problèmes touchant les relations avec l'Union soviétique, ils s'inscrivent dans une triple perspective : l'offensive diplomatique générale de l'U.R.S.S. en réponse aux ouvertures de la Chine populaire ; la relance du projet de conférence sur la sécurité européenne ; la réduction mutuelle des forces de l'O.T.A.N. et du Pacte de Varsovie prouve l'importance de la rencontre. On sait qu'il existe certaines divergences sur ces problèmes, mais depuis l'accession au pouvoir de Pompidou, ces divergences se sont aplanies ; on notera que les négociations sur les questions stratégiques qui engagent tous les pays européens se passent directement entre Soviétiques et Américains sans

participation occidentale, alors que celle-ci dépend largement du « parapluie atomique » américain.

Mais la question la plus brûlante concerne la réunion de la conférence européenne sur la sécurité où les points de vue divergent de façon assez sensible. A la session du conseil ministériel atlantique, les désaccords sont apparus nettement entre la France et les Etats-Unis appuyés par l'Allemagne fédérale. MM. Rogers et Scheel, ministre allemand des Affaires étrangères, ont affirmé que la réunion de la conférence ne pourrait avoir lieu qu'après la ratification soviétique du protocole sur Berlin ; querelle de sourds quand on sait que l'U.R.S.S. ne signera le protocole que lorsque le Parlement de Bonn aura entériné les traités germano-soviétique et germano-polonais.

La question des réductions mutuelles de forces en Europe reste tout aussi aléatoire que la réunion de la conférence européenne sur la sécurité. Le gouvernement soviétique refuse toujours de recevoir M. Manlio Brosio, ex-secrétaire général de l'O.T.A.N., chargé de contacts concernant la réduction des forces militaires. Dans le premier cas, la France se heurte à l'obstruction larvée des Américains ; dans le second, l'U.R.S.S. fait preuve d'une mauvaise volonté tactique. La France a donné son accord officiel aux deux projets, mais les impérialismes lui font comprendre discrètement qu'ils continuent à mener le jeu, et que la diplomatie française ne dispose que d'une marge étroite de manœuvre.

Axel ALBERG.

Les dessins de Darmstadt

Une partie des collections des dessins de Darmstadt est exposée au Pavillon de Flore, au Louvre. Ces collections ont d'abord appartenu au Duc de Darlberg qui en fit don à Louis I^{er} en 1812 ; ce dernier les légua en 1821 au Hessisches Landesmuseum.

Les œuvres présentées vont du XIV^e au XVIII^e, lavis, crayons, sanguines, nous montrent une maîtrise du dessin de chacun de ces maîtres, leur style propre, leur technique particulière. Nous comprenons mieux l'esprit de ces maîtres et nous avons une idée sur leur évolution.

Il n'est pas dans mon intention de faire ici un inventaire qui ne présenterait aucun intérêt pour l'amateur qui se rendra sur les lieux, mais il faut mentionner un des grands chefs-d'œuvre de l'exposition qu'est le *Cavalier Squelette de Rembrandt*, si fier et si saisissant par son dessin acéré et mordant, ainsi que la ravissante scène du théâtre italien de Watteau, si profondément XVIII^e, libertin, élégant, léger et profond à la fois, au dessin si distingué et « croqué » ; quelques Hollandais dont les personnages tiennent plus de la caricature que du portrait. On peut noter aussi l'importance de Rome, centre culturel pendant plusieurs siècles, où chaque peintre de talent se rendait au moins une fois.

Cette exposition, qui englobe des œuvres d'aussi grande qualité, doit être visitée par les amateurs.

Anne RICHARD.

La N.A.F. : un hebdo de tradition et de progrès

La Nouvelle Action Française paraît régulièrement chaque semaine et acquiert droit de cité parmi les hebdomadaires d'opinion. *Le Monde* la cite dans sa revue de la presse hebdomadaire. Les abonnements continuent d'affluer, sans réduction des ventes à la criée.

A titre de test, ce numéro est édité sur douze pages au lieu de huit habituellement, car notre équipe désire manifester que nous ne voulons pas en rester à quelques balbutiements de presse, mais progresser dans le sens de la préparation d'un journal dont la présence et l'audience seront dignes de nos ambitions, à la mesure de la France de demain.

Mais quelle est donc cette entreprise : faire un journal, en 1971-1972 ?

UN HEBDO DE TRADITION

En pratique, malgré la « liberté de la presse », nul ne peut s'établir éditeur en France sans un minimum de métier, un minimum d'argent, un minimum d'amis.

Le métier consiste à rassembler et animer une équipe homogène, à la faire travailler dans une direction donnée, suivant une méthode de travail spécifique, afin qu'elle s'écarte de la rédaction.

L'argent permet d'obtenir le local, point d'attache de cette équipe, de sa documentation et de son administration : il permet de passer commande à de bons imprimeurs et de lancer les campagnes de promotion nécessaires pour faire connaître et apprécier le journal. L'économie d'un bon journal consiste à ajuster les moyens et les objectifs par une saine gestion, qui lui évite l'esclavage de la misère.

Les amis (plus souvent : les complices) aident à propager l'image de marque du journal, à le protéger de la concurrence, afin de lui attirer et conserver une clientèle optimum, en qualité comme en quantité. L'expérience montre qu'il n'en faut ni trop ni trop peu, car le dosage de la diffusion est une affaire subtile, et l'acquisition d'une clientèle stable n'est pas un but en soi, si l'effet produit est de rendre le journal esclave de l'opinion dominante de ses lecteurs.

Notre école de pensée est empiriste. Nous devons donc reconnaître l'existence de ce tryptique *Rédaction - Gestion - Diffusion*. Nous devons apprendre les lois de l'édition. Même avec un joli capital de démarrage, même avec une excellente diffusion, même avec une équipe de rédacteurs des plus brillantes, une entreprise de presse périlite à grande allure si elle rejette ces lois. Il nous faut également « coller au réel », utiliser les apports scientifiques et techniques du siècle. Nous avons un enseignement à communiquer à nos contemporains, qui sont des êtres de chair et d'esprit. Pour cela, nous devons assimiler les lois de la communication, écrite autant qu'orale, et les appliquer à bon escient, en fonction de nos buts, tout en respectant le tout de l'homme.

Ce sujet ne peut être traité en détail maintenant. La conclusion en est : « *Travaillons* ». Apprendre des lois apprendre l'art de les appliquer, surtout se méfier des improvisations étherées, car seuls les anges, purs esprits, bénéficient de communiquer instantanément !

UN HEBDO DE PROGRÈS

Examinons les dispositions prises ou à prendre pour assurer le développement de la *N.A.F.-hebdo*.

Comme annoncé à la journée des cadres du 31 octobre, la rédaction travaille suivant cinq axes d'information et d'études, qui sont :

- la politique intérieure,
- la politique extérieure,
- la crise de civilisation,
- la vie moderne,
- la vie culturelle (dite « magazine »).

Un autre découpage de la vie française est concevable. Celui qui a été choisi a l'avantage de ne pas trop éparpiller nos forces, c'est-à-dire nos rédacteurs, et de limiter les difficultés hebdomadaires de la distribution des sujets à traiter sur un format encore trop réduit.

La périodicité hebdomadaire impose à chacun un effort intellectuel particulièrement formateur, pour suivre les problèmes dont il est responsable. La semaine est vite passée, et il faut déjà réfléchir, écrire.

donner à *La Nouvelle Action Française* quelque chose de plus pour aider le public à nous situer par rapport aux faits marquants d'une part, aux mouvements de pensée d'autre part.

Notre périodicité oblige également à une discipline stricte quant à la diffusion, tandis que les lecteurs, chaque semaine, doivent lire et réfléchir à nos propositions. C'est un vaste projet d'une sorte de symbiose intellectuelle, de la « production » à la « consommation » des idées, que nous cherchons à réaliser.

Si nous croyons à l'homme-animal social, nous devons nous appliquer à édifier nous-mêmes cette cité visible de citoyens majeurs, mais royalistes, qui tous sauront penser ensemble pour vivre ensemble, dans une France réunifiée. Nous ne faisons pas de politique pour orner simplement nos loisirs, mais pour transformer nos vies, de telle sorte que, loin de chercher à nous évader de nos milieux respectifs, nous y prenions plutôt nos aises et y fassions sentir notre détermination de les garder unis et français, par le Roi. La préfiguration de cette cité est *La Nouvelle Action Française*. Son rempart, sa façade, est le journal.

Tous ceux qui lisent ces lignes prendront donc la résolution de « faire quelque chose » pour le journal, dès maintenant, en participant, suivant leurs possibilités, à l'effort commun. Il y a toujours quelque chose à donner. Les oisifs donnent leur temps, les imaginatifs leurs idées, les chrétiens leurs prières, et les riches leur argent.

Tous feront en sorte que 1972 soit une année de progrès et de réussites, pour la consolidation de *La Nouvelle Action Française* et le développement de l'idée royale dans notre pays.

Michel LEDOYEN.

P.S. — Les dons que nous recevrons maintenant seront spécialement affectés à la publication du journal sur douze pages. D'avance, merci.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)
demeurant (rue) n°
à (ville) (département)
souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

Le débat

**République
OU
Monarchie**

se poursuivra
dans notre numéro du
Mercredi 5 Janvier

STRUCTURES ET POLITIQUE

par Pierre DEBRAY

La "N.A.F." est heureuse d'ouvrir une nouvelle fois ses colonnes à Pierre Debray. Certaines des thèses de ce premier article ne

doivent pas être considérées comme exprimant les positions officielles du comité directeur. Mais nous les publions d'autant plus volon-

tiers qu'elles nous permettront d'ouvrir un débat qui ne manquera pas d'être fructueux.

« Oser imaginer autre chose. » Le titre de l'excellent éditorial d'A.F.U. de décembre exprime assez bien la volonté de la N.A.F. de retrouver la véritable tradition d'Action française, un moment occultée par des structures bureaucratiques qui ne furent jamais que parasitaires. Tout au long de son âge d'or, et même après, l'Action française n'a pu exercer la régence du nationalisme que parce qu'elle osait imaginer autre chose. Et ce dans le domaine des idées sans doute mais aussi dans le domaine de l'organisation.

Certes, au départ, elle s'était constituée en ligue, adoptant les structures classiques des mouvements d'extrême-droite. Maurras, néanmoins, avait tiré les leçons de l'expérience malheureuse de la « ligue de la Patrie française », rassemblement amorphe de bons citoyens autour d'un comité rempli, à ras bord, de personnages illustres dont l'efficacité était inversement proportionnelle de la notoriété.

Afin de lancer la nouvelle ligue, Maurras utilisera quelques-uns de ces notables. N'oublions pas qu'à l'époque, il était encore un homme jeune dont une élite admirait le génie mais qu'il ignorait le grand public. Un peu plus connus un Vaugois ou un Pujo n'avaient qu'une audience limitée aux cercles politico-littéraires. Il fallait donc pour remplir les salles mettre à l'affiche de « grands noms ». Mais, bien vite, à l'exception d'un Paul Bourget ou d'un Jules Lemaitre, les notables s'enfuirent, épouvantés. C'est que Maurras prétendait imposer à la nouvelle ligue une discipline intellectuelle dont l'absence avait provoqué l'échec de la « ligue de la Patrie française ».

L'Action française parviendra néanmoins à s'imposer parce qu'elle inventera de nouvelles techniques d'action, qui lui permettront de conquérir un public nouveau parmi la jeunesse des écoles et les « cols blancs », ces couches d'employés du secteur tertiaire, qui demeuraient coincés entre la bourgeoisie et le prolétariat, sans parvenir à se donner un statut social. Au scandale des bien pensants, Maxime Real del Sarte se révélera, bien avant Fidel Castro, le stratège de la guérilla urbaine. Sous son commandement, des bandes d'étudiants et de « cols blancs », rassemblés autour de slogans simples, commenceront à harceler la République dans ses juges et dans ses professeurs. La répression policière s'abattit sur eux. Comme il se devait, loin de les affaiblir, elle les renforçait. Pour un militant emprisonné, dix adhérents nouveaux se déclaraient.

Pourtant cette violence — et la réside la principale nouveauté — sera mise au service de la raison. Cette belle formule a été tellement ressassée que l'on a un peu oublié qu'elle recouvrait une réalité : la formation d'un noyau dirigeant, doctrinalement inentamable, qui ne trouvera d'analogue en Europe que le Comité central du parti bolchévique russe, tel que le concevra Lénine.

Longtemps l'Action française continuera d'inventer des techniques d'agitation. La première, elle osait, sous la direction de Georges Calzant, occuper une faculté.

De même, la longue préparation, tout au long de janvier 34, du climat pré-révolutionnaire, par une succession de bagarres de plus en plus rudes, qui commenceront au Quartier Latin pour se rapprocher du Palais Bourbon, à mesure que le nombre de combattants augmentait, préfigure mai 68.

Rien de tout ceci n'aurait été possible sans la création des camelots qui opéraient un véritable renversement copernicien des méthodes d'organisation. Jusqu'alors un mouvement créait son journal. Cette fois le journal suscitera, entraînera, orientera l'activité militante. Des imbéciles ont reproché à Maurras d'avoir passé la nuit du 6 février 34 non place de la Concorde mais à l'imprimerie. Pourtant c'était à l'imprimerie que se trouvait son poste de combat. En 1917, Lénine ne descendra pas davantage dans la rue. Lui aussi avait compris que le journal — en l'occurrence *La Pravda* — constituait l'arme principale, cette grande vérité qu'avaient pressentie, dès 1830, les rédacteurs du *National*, puis en 70 Jules Valles, ou Rochefort, n'aura néanmoins trouvé son application pratique qu'avec la publication de l'A.F. quotidien.

Il faut bien reconnaître que depuis de longues années l'imagination créatrice a changé de camp. Les « gauchistes » ont retrouvé et exploité des techniques que l'A.F. avait inventées mais dont elle ne savait plus ou n'osait plus se servir. Dans le même temps, la gauche, qu'elle soit marxiste ou technocratique, colonise l'espace culturel, les mouvements régionalistes, l'action municipale (les G.A.M.). L'apparition des « clubs » est, de ce point de vue, exemplaire. La « nouvelle gauche » a été capable de créer les instruments dont elle avait besoin pour s'emparer des « vieux partis », le socialiste et le radical.

Non seulement l'A.F. ne réagissait pas mais elle régressait au stade infantile de la ligue de type classique. Certes, elle ne

manquait pas d'excuses. L'épuration l'avait désorganisée et il avait fallu le courage, le dévouement d'un Georges Calzant, qui demeurait, malgré ses défauts, un camelot de la grande époque, pour lui permettre de survivre. Et surtout, le jeune chef, Louis Olivier de Roux, qui possédait précisément, l'imagination créatrice dont nous avions tant besoin, était foudroyé par une maladie de cœur. A peu près au même moment Georges Calzant et le professeur Boegner disparaissaient, ce qui livrait le journal à un aimable conservateur, homme de talent et de fidélité, qui avait toutes les qualités, sauf d'être d'Action française. De son côté, le mouvement se sclérosait, sous une direction bureaucratique, dont l'impotence tempérait seule le despotisme.

Peu à peu, néanmoins, le dynamisme propre aux idées vraies, l'effort patient de quelques-uns, dont je crois avoir été, pour appliquer l'empirisme organisateur à notre temps, amenaient à l'A.F. des jeunes de plus en plus nombreux. Un certain redressement s'opérait. En particulier la critique courageuse de la « candidature Pöcher » éliminait tout un public qui n'était venu à nous que sur un malentendu provoqué par le malheur des temps. Mais l'incapacité d'obtenir des réformes de structures provoquait la crise que l'on sait. Il ne s'agissait pas d'une dissidence, comme le soutenait la direction bureaucratique, mais d'un épisode d'un combat, engagé depuis quinze ans, que certains menaient désormais en dehors de la vieille maison et que d'autres, dont je voulais être, poursuivaient à l'intérieur, dans un souci d'unité. En ce qui me concerne, la page est d'ailleurs tournée puisque la direction bureaucratique vient pratiquement de m'exclure. à la suite de mon refus de renoncer à collaborer à la N.A.F. Pas plus qu'hier, je ne me considère, qu'on le sache bien, comme un « dissident », le fut-il malgré lui. La ligne que j'entends suivre reste celle définie dans la lettre publique à mon ami Lemaignen.

Notre combat n'a de sens que s'il débouche sur de nouvelles formes d'organisation, sur de nouvelles techniques d'action. Construire une « ligue », un peu moins lézardée ne servirait de rien car elle se créerait tout à la fois l'opportunisme doctrinal et la bureaucratisation des structures. Nous n'y parviendrons qu'en engageant, entre nous, un débat que nous mènerons avec rigueur et résolution.

(A suivre.)

Pierre DEBRAY.